

TCIR-96-14-T
PROS. EXH. P58
TENDERED ON 20.6.2002
PW2: GK

7631

K0183686

IDENTIFICATION : 968 DU 09/05/94
DUREE : 60 MIN
QUALITE : BONNE
TRANSMISSION : RADIO RWANDA
DATE DE TRANSCRIPTION : 25/10/1999
NOM DU TRANSCRIPTEUR : DROCELLA ICYITEGETSE
NOM DU FICHIER : Mai 968 wpd
DICTAPHONE : SANYO: BO-760/19

FACE A

ORATEUR JEAN KAMBANDA, PREMIER MINISTRE :

...dans la solitude, il nous a laissé sans radio. Il a dit : "C'est grâce à cette radio qu'ils disent la vérité, qu'ils expriment ce qu'ils pensent. Si on la déréglaît, ils écouterai-ent seulement nos émissions. Vous savez que... ceux qui sont arrivés à Kinyinya savent qu'il y a une radio allemande appelée " Deutsche Welle " qui avait une station relai qui lui permettait de diffuser ses émissions en Afrique, et c'est bien elle qui nous aidait pour que cette chaîne en ondes courtes soit captée. Certains disent qu'ils n'ont pas la bande F.M., que c'est la chaîne qu'ils captaient. Alors, ils ont coupé les fils électriques qui y conduisent le courant électrique, ils les ont détruits. Ceux qui suivent la radio savent que les Inkotanyi attaquent en provenance de Kagugu qui se situe en face de Kacyiru, c'est là même que passent les fils électriques qui conduisent le courant...euh ...à Kinyinya. Vous comprenez alors que la première chose qu'ils ont faite était de détruire les fils électriques. Les techniciens savent qu'il faut qu'il y ait une grande intensité de l'électricité pour que cette chaîne émette ; alors cette chaîne ne peut pas émettre. Et puis, les Allemands qui étaient dans cet établissement de Kinyinya ont également eu peur et sont rentrés chez-eux. Alors, vous comprenez que ce n'est ni pour demain, ni pour après demain, car nous bénéficions d'une assistance allemande qui n'est plus et nous n'avons même pas pu remplacer ces fils électriques détruits. En outre, ces quelques petits Inkotanyi qui, comme vous l'entendez souvent, tirent à partir de la ville n'ont pas encore été complètement

débusqués. Il faut, alors, patienter comme cela s'est passé dans les années 1960. Ceux qui n'ont pas la chaîne FM doivent écouter la radio de leurs voisins et ceux-ci doivent laisser leurs voisins suivre les informations car écouter les informations chez ses voisins dans une période pareille n'est pas un péché. Au lieu d'être surpris, il faut se déplacer pour écouter la radio qui a la chaîne FM, chez les voisins. Il faut patienter et savoir que cela n'est pas dû à un manque de bonne volonté mais que c'est à cause de ces malfaiteurs. Vous avez entendu ce qu'ils ont fait de nos téléphones, ils les ont détruits alors que nous les avions réparés ; et pourtant ils les utilisaient également. Maintenant ils... maintenant ils passent des journées en cherchant comment détruire encore nos téléphones pour que nous ne puissions plus communiquer avec la communauté internationale. Mais nous leur avons dit qu'ils se trompent car, comme je l'ai dit, c'est dans les moments difficiles que vous découvrez le véritable ami.. Les amis nous ont aidés, même s'ils détruisaient ce système téléphonique, nous aurons toujours le moyen de parler, de communiquer avec l'extérieur. En ce qui concerne la radio, les gens doivent patienter, qu'ils attendent le retour des bienfaiteurs qui nous aident, ou bien qu'ils attendent le moment où nous aurons nos propres moyens... mais qu'ils acceptent, pour le moment, de suivre les informations aux radios de leurs voisins qui ont la chaîne FM. J'ai appris que vous appréciez maintenant les émissions de la radio, elles ne sont plus comme avant.

Il y a une autre petite question que le bourgmestre de la commune de Bwakira avait posée, c'est une petite question relative au centre de Birambo, il disait ceci : "Il y a des bandits très forts et ils sont armés. Nous souhaitons que la gendarmerie nous assiste. Je voudrais, moi aussi, demander au Préfet de trouver une solution urgente à ce problème épineux de la sécurité, étant donné qu'ils ont, ici, un groupement de la gendarmerie. S'ils trouvent même... (inaudible) que la gendarmerie n'est pas compétente pour résoudre cette question qu'ils... qu'ils la soumettent au Ministère de la défense pour que ces malfaiteurs ne continuent pas à troubler la sécurité. Je pense, donc, que nous devons demander au Préfet de s'entretenir, sans tarder, avec le commandant de cette région militaire, pour que ces malfaiteurs soient arrêtés, pour qu'ils cessent de troubler la sécurité alors que nous voulons, tous, que le calme revienne."

Se basant sur ce qu'il m'avait entendu dire à propos des zones que le FPR avait conquises, le représentant du MDR dans la préfecture de Kibuye, Monsieur Jean Rwabukwisi, nous demande de traduire la MINUAR en justice car elle nous combat. En effet, il n'est pas aisé de dire que nous pouvons accuser la MINUAR en disant qu'elle nous combat car elle se défend en disant qu'elle n'a pas appelé le FPR pour qu'il vienne prendre position à côté du siège de la MINUAR. Je lui ai demandé s'il serait faux de conclure qu'il n'y a pas de relation entre la MINUAR et le FPR. Je lui ai posé cette question, il m'a répondu que dans tous les pays ceux qui se battent usent de toutes les astuces leur permettant de remporter la victoire. Il a dit : " Cet endroit vous appartenait, le FPR vous a devancé et l'a capturé, par conséquent vous avez été distraits. Vous devriez garder cet endroit pour les empêcher d'y arriver, c'est à dire que cet endroit leur appartient. Nous, nous ne pouvons pas les repousser, ce que nous leur avons demandé est de ne pas tirer à partir de notre quartier général. Nous leur avons dit que le règlement

prévoit qu'ils doivent aller à 500 mètres plus loin et que le reste ne pouvait pas être notre préoccupation."

Alors, vous avez posé la question suivante : " Pourquoi ne pas leur demander de quitter cet endroit et aller ailleurs, cela vous permettrait de déloger l'ennemi ?" Je trouve que cela est une bonne suggestion que vous avez donnée, que nous avions nous-même en tête, nous continuerons de voir comment nous pouvons résoudre ce problème car... nous aussi, nous n'accepterons pas que les Inkotanyi continuent de rester dans notre pays ; nous nous battons.

(Une autre personne tousse). Je pense... que nous examinerons ce point avec la MINUAR, surtout que leur nombre a diminué, nous leur demanderons d'occuper une seule position, qui se situe hors des combats, pour qu'ils quittent la zone des combats et que les combats puissent continuer. Les accuser, donc, ne nous servirait à rien. Nous devons plutôt nous entendre avec eux euh... et voir avec eux comment ils peuvent quitter la zone des combats et aller dans un endroit où il n'y a pas de combats.

Il a également posé une question relative à la distribution des armes aux adultes, il a dit : " Nous avons appris que vous avez songé aux jeunes, mais nous les vieux, avons des problèmes ; vous n'avez rien prévu pour nous. Certaines personnes se sont débrouillées et ont obtenus des armes, pourriez-vous nous donner l'autorisation de port d'arme ? Ou bien vous nous les donnerez sous forme de crédit pour que nous puissions vous rembourser petit à petit ?" Et je trouve que toutes ces questions concernent la sécurité et doivent être examinées. Dans d'autres préfectures, il a été demandé à ceux qui possèdent des armes illégalement de les remettre aux autorités compétentes qui peuvent les redistribuer légalement. Il ne faut pas garder une grenade ou bien un Kalashnikov à l'insu de tout le monde, car si la situation tournait mal dans les jours qui suivent les gens diraient qu'ils vous soupçonnaient comme faisant partie de l'armée de l'ennemi. Ce qui est mieux pour vous est de remettre vos armes à la commune ou bien à la gendarmerie car ces dernières, étant chargées de la sécurité du pays et de toute la formation, se chargeraient de les redistribuer d'une façon légale. Concernant le port d'armes, ces instances précitées pourraient voir comment les distribuer suivant les lois en vigueur. Quant à nous, nous assisterons l'autorité en assurant la sécurité en général. Mais, en ce qui concerne la sécurité des gens en particulier euh... nous ne disons pas que... nous la négligerons, je pense que ça c'est... ce sont des questions qui doivent dépendre des lois qui existent déjà. Les armes que nous avons ne sont pas si nombreuses. Nous ne sommes donc pas à mesure de les distribuer aux individus à crédit, mais nous les confierons plutôt à l'administration pour que celle-ci s'occupe de la sécurité, en général. Celui qui peut se procurer une arme, je pense que cela est ... il faut demander les documents autorisant le port d'arme, mais légalement.

Vous avez dit que c'est un grand problème, dans le passé il y avait des gens qui ont collaboré avec l'ennemi, comment vont-ils continuer à diriger la population alors qu'ils ont collaboré avec l'ennemi ouvertement ? Ces gens-là vont-ils se faire entendre par la population qu'ils dirigent ? Comment cela sera-t-il possible ?

Au début, je vous ai dit que nous ne devons pas nous tromper sur l'ennemi, nous avons les signes qui nous le montrent. Et puis, comme il nous combat, nous le combattons aussi. Celui qui aurait collaboré avec l'ennemi et qui ne s'est pas encore corrigé se trompe. Il doit savoir que les temps sont révolus. Disons la vérité, il y a vraiment des gens qui disent que c'est un grand honneur que de les appeler des *Inkotanyi* ; dans le passé c'était des choses auxquelles on ne faisait pas très attention ; les gens l'écoutaient, riaient et l'admettaient. Aujourd'hui, si vous dites que vous êtes un *Inkotanyi*, vous devez savoir que vous devenez l'ennemi de ce pays et des Rwandais. Vous devez savoir que nous vous combattons. Vous devez prendre vos précautions, vous devez plier bagages et rejoindre les autres *Inkotanyi* à temps. Ou alors, il faut changer de comportement. Cela doit être clair. Il faut savoir que ce soit dans l'administration, que ce soit dans la cellule ou dans le secteur, nous ne pourrons pas travailler pour le FPR tant qu'il n'aura pas fait partie du gouvernement. Nous ne voulons pas travailler pour lui du plus bas au plus haut échelon. Nous ne voulons pas travailler comme le fait par exemple le Premier Ministre qui travaille en même temps pour le FPR alors que celui-ci ne fait pas encore partie du gouvernement, il n'a même pas encore reconnu ce gouvernement. Si vous êtes membre du FPR, il faut choisir à temps, sachez que vous ferez partie du gouvernement quand le FPR y sera entré. Aussi longtemps que le FPR n'est pas encore entré au gouvernement, restez à côté. Ici, je pense que c'est clair. Je ne vais pas passer à côté. Si vous connaissez les autorités qui sont encore en vie, qui travaillent pour le FPR, nous déciderons de les suspendre jusqu'à l'entrée du FPR au gouvernement, quand nous aurons signé les accords devant mettre en place les institutions de transition à base élargie au FPR. Les gens ne doivent pas travailler pour le FPR en cachette. Qu'ils le servent officiellement ou qu'ils l'abandonnent. Que les choses soient comprises ainsi ; que ceux qui travaillent pour lui ou bien... que ceux qui souhaitent travailler pour lui attendent qu'il entre dans l'administration d'abord ou bien qu'ils changent de camp. Qu'ils sachent que le gouvernement et les autres autorités et moi-même l'avons dit. Que les préfets, les bourgmestres, les conseillers et les chefs des cellules qui sont résolus à travailler pour le FPR attendent, nous partagerons le pouvoir et ils se rangeront à ses côtés. Il leur offrira des places, mais ils ne doivent pas prendre les places du gouvernement et les offrir au FPR. Nous ne voulons pas que cela crée des problèmes tels que ceux qui se sont déjà produits. Car c'est ça... c'est bien le problème qui s'est posé. Le FPR aura ses places, et voudra prendre les places du gouvernement et les ajouter à celles qu'il a déjà acquises. A ce moment, le FPR aura des gens qui travaillent pour lui au sein du gouvernement alors qu'il n'y est pas encore entré. Cela pourrait causer le même problème que celui qui a provoqué la guerre, nous ne voulons pas que la guerre reprenne. Il y a des gens qui se cachent parmi nous, qui nous trompent. Si vous travaillez pour le FPR, travaillez pour lui ouvertement afin que nous en soyons au courant, nous vous demanderons d'attendre son entrée au gouvernement. Si vous ne travaillez pas pour lui dites-le, mais ne dites pas que vous attendez celui qui va gagner la guerre. Nous ne le connaissons pas non plus. Nous ne voulons plus ces gens-là qui attendent pour voir celui qui va gagner, nous ne pouvons plus l'admettre, car des gens pareils sont nos ennemis. J'ai dit que celui qui travaille pour le FPR pendant que nous ne sommes pas encore entendus avec lui est notre ennemi, et il est l'ennemi du pays. Du reste, je ne comprends pas votre question concernant la

personne que vous soupçonnez, si vous pensez qu'elle est membre du FPR, montrez les preuves pour que ceux qui sont chargés de prendre des mesures nécessaires les prennent.

Le bourgmestre de la commune de Gisovu demande ceci : " Il y a des gens qui travaillent pour les *Inkotanyi*, ils se sont regroupés dans les hautes montagnes, ils y ont hissé leur drapeau, nous sollicitons votre soutien pour que nous puissions les anéantir. La réponse que je lui ai donnée est la même que celle que j'ai donnée à celui-ci. Si vous avez des preuves qu'il y a des combattants du FPR quelque part, que ce sont des gens qui ne sont pas vos ennemis, si vous n'êtes pas poussés par des raisons ethniques, si vous n'êtes pas poussés par des divisions régionales, vous pouvez à ce moment-là montrer des preuves qu'il y a des combattants de l'ennemi dans telle ou telle région pour qu'on y déploie les militaires pour les déloger, pour qu'on en finisse une fois pour toutes (Applaudissements). Car si l'ennemi a... a une armée, s'il s'est résolu d'amener des fusils, s'il a pris des positions quelque part et a décidé de se battre, s'il s'est décidé d'attaquer le pays, celui-ci va aussi le combattre. Sinon, ces gens-là qui jouent au cache-cache en disant qu'ils ont tué 200 personnes ... on se pose la question de savoir si réellement ces victimes sont des *Inkotanyi* ou s'il s'agit des Tutsi. Nous voulons que de telles choses cessent pour que soit instauré le système de transparence. Il faut dire des choses telles qu'elles sont. Si ce sont les Tutsi qui ont fui à cause de la peur, il faut dire que les Tutsi ont eu peur et ont fui et qu'ils sont à tel endroit. Pour qu'on sache que ce sont les Tutsi qui ont fui. Pour que nous sachions ce qu'il faut faire. Ainsi nous saurons qu'il y a des gens qui ont fui, et puis nous assurerons leur sécurité comme on n'assure la sécurité d'un réfugié. Si vraiment ces gens-là sont des militaires, s'ils sont armés ils doivent être considérés comme des militaires de l'ennemi, nous devons considérer que la guerre, qu'il y a une zone de combats, que la guerre n'est pas encore terminée dans la région que vous dirigez. Que cela soit compris ainsi, pour qu'il n'y ait pas d'équivoque, pour que vous ne preniez telle ou telle personne que vous rencontrez et la considérer comme un ennemi alors que vous n'avez pas de preuves. Ou bien l'ennemi va capturer une telle zone sous prétexte qu'il est poursuivi à cause de son ethnie. Il doit y avoir des preuves, actuellement nous avons les moyens qui nous permettent d'avoir les preuves, si cette personne possède des armes militaires, il faut que cela soit prouvé. S'il est dans une des brigades que j'ai mentionnées, cela doit être évident. Si cette personne est allée subir des entraînements militaires à Mulindi, et qu'il s'est réfugié là-bas, cette personne est un militaire. Mais si c'est un Tutsi, votre voisin, qui s'est réfugié quelque part avec ses vaches et ses enfants, s'il est... s'il se cache, celui-là est un réfugié ordinaire, nous devons le prendre pour un réfugié ordinaire et nous devons le protéger, car nous devons protéger les réfugiés. Et c'est possible, il peut regagner ses biens. Avant qu'il ne soit possible de rentrer dans ses biens, il doit être sous la protection des autorités. L'administration n'est pas là pour tuer, elle est là pour protéger toute la population sans distinction d'ethnie, de religion ou de région. Mais s'il est un ennemi, il doit être traité comme un ennemi, il doit être combattu comme un ennemi. Que cela soit clair, que les gens cessent leurs jeux de cache-cache, qu'ils cessent de se tromper les uns les autres. Celle-là ressemble à une question que le bourgmestre de Gishyita a posée, car moi je trouve... moi je, je, je trouve que cette question est inquiétante. On doit trouver des preuves qui montrent qui sont ces gens-là, ce qu'ils font dans cette forêt, pour que ces... mesures soient arrêtées à temps, au lieu qu'on

dise de temps en temps que 300 personnes ou 200 personnes ont été tuées (parmi ces gens qui sont dans la forêt) Ça serait une façon de nous salir au niveau de la communauté internationale. Il faut éviter de devoir nous expliquer devant ces étrangers en leur demandant de venir voir comment nous protégeons la population, mais plutôt ils...ils verront eux-mêmes... nous saurons vraiment si c'est la population ordinaire qui s'y est réfugiée, à ce moment le pays prendrait ...ferait ce qui est possible pour que les gens qui ont ...qui ont fui quittent leur refuge, ou bien qu'ils soient conduits ailleurs. Si ce sont des Inkotanyi qui se sont réfugiés là-bas, ils ont des armes également, il faut que cela soit aussi vérifié. Mais il faut que les autorités examinent cette question, il faut qu'ils en donnent des preuves. Il faut vraiment que ce problème soit résolu, il ne faut pas qu' il reste toujours latent, sans qu'on en sache les conséquences.

Le bourgmestre de Gishyita a posé une petite question disant que toutes les autorités des banques populaires sont pro-FPR, j'ai beaucoup ri car je faisais partie de ces autorités. Mais s' il m'a bien observé, il a compris que je ne les soutiens pas. Le problème actuel est un problème épineux, celui d'ouvrir les banques euh... c'est un problème, je ne peux pas dire que je vais m'y mêler car je ne suis plus Directeur des banques populaire. Mais, comme j'y ai travaillé je suis au courant de ce problème euh... j'ai demandé au responsable de la région de Gitarama et Kibuye de le suivre de près, pour voir ce ... de faire tout son possible pour que la population puisse collaborer avec leurs banques. En ce qui concerne Gishyita, en particulier, j'ai su qu'il y avait des malfaiteurs originaires de cette commune, qui avaient pris toutes les clés de la banque de Mubuga, qui voulaient aller prendre l'argent qui était là. Mais, l'administration et les autorités de la banque sont intervenues de telle façon qu'il n' y a pas eu d'inquiétude car, pour le moment, ces clés sont gardées par le coordinateur de la région de Gitarama et Kibuye. Qu'on lui demande de venir ouvrir la banque, c'est lui même qui me l'a appris, je comprends que c'est un problème mais il ne devrait pas vous préoccuper, car il est en train de faire tout son possible pour que ces banques fonctionnent de nouveau surtout que j'ai su que celles de... celles de Gitarama, la banque de Nyamabuye a été la première à ouvrir. Alors, je pense que les autres vont ouvrir les unes après les autres, lentement ; vous devez tenir compte des temps que nous vivons et patienter aussi et puis, vu que tous les services ont démarré dans la préfecture de Kibuye, comme ils ont repris leurs activités, je pense qu'il viendra vite, lui aussi, vous voir pour que vous examiniez ensemble comment les banques peuvent reprendre petit à petit. Donc, les dirigeants et les employés des banques ne peuvent pas tous être des complices, je pense que ça serait une façon de nous salir.

Je voudrais répondre brièvement aux questions du Docteur Hitimana portant sur les nombreux orphelins de cette région, des réfugiés qui ont besoin maintenant d'une aide. Il a même suggéré que l'hôpital ne soit pas considéré comme un lieu où les atrocités sont commises. A vrai dire, toutes ces questions sont semblables et seront résolues quand la sécurité reviendra. L'une des raisons qui nous ont réuni ici est de chercher ensemble les voies et moyens de ramener la sécurité, car c'est la seule chose qui peut résoudre tous ces problèmes.

Concernant l'aide, c'est vrai, il y a des pays qui souhaitent nous aider, je l'avais dit. Cependant, la condition qu'ils posent est la restauration de la sécurité au sein de la population. Alors, je demanderais que le Docteur, lui aussi, nous aide à sa manière pour que la sécurité revienne, pour que par conséquent l'aide puisse venir et cela nous permettra de nous occuper de ces orphelins dont il parle et de soigner les... tous ces deshérités. Je voudrais donc lui rassurer que lorsque l'aide sera disponible, Kibuye ne sera pas oublié euh...il doit donc travailler surtout qu'il est médecin. Il doit travailler pour nous, en collaboration avec l'administration préfectorale. Aussi, je voudrais aussi revenir aux problèmes actuels, nous avons besoin de connaître le nombre des gens pour qui nous allons demander l'aide, et bénéficiaires. Je trouve qu'on ne doit pas parler en l'air en disant qu'il y a des orphelins ou des gens qui ont besoin d'aide, mais il faut plutôt nous dire qu'il y a, à tel endroit, autant de centaines, autant de milliers des gens qui nécessitent une aide. Il y a autant des réfugiés qui ont besoin d'une aide ; ainsi cela nous aiderait à réceptionner cette aide et à voir, éventuellement, comment assurer la sécurité de ces gens-là qui lui causent tant d'inquiétude.

Il a posé une question au Président du parti MDR, je pense que c'est à eux d'y répondre, je leur passerai la parole quand j'aurai fini de répondre aux autres questions. Ils vont lui expliquer comment les autres membres de Kibuye doivent se comporter en ces moments. Quant à moi, je représente ici le gouvernement, je ne représente pas le parti, je ne peux donc pas répondre à une telle question.

Concernant la question posée par I.G...I.G.Z., hein, j'y arrive, François Nsengamungu a souligné l'inquiétude causée par le fait qu'ils peuvent être attaqués par les gens à partir de la forêt de Nyungwe, mais j'ai remarqué qu'il a compris les explications que nous lui avons données, eux-mêmes devront donc essayer, les premiers, d'assurer la défense civile. Ils doivent assurer la sécurité dans la région où ils habitent. Alors, je pense qu'il devra consulter son bourgmestre afin qu'ils cherchent ensemble comment la sécurité serait assurée et s'ils ont besoin du matériel pour le maintien de la sécurité, on pourra leur en fournir au moment opportun.

Concernant le problème de forces onusiennes, je pense qu'on lui a répondu, parce que euh... il voulait savoir s'il n'y a pas lieu de déplacer les forces onusienne pour que nous puissions affronter l'ennemi qui se cache derrière elle. Je lui ai dit que cela était une bonne idée que je transmettrais aux responsables de sécurité afin qu'ils examinent ce problème car cela pourrait nous aider à remédier à la situation.

Des autres questions ont été posées par le président du MRND dans la commune de Gitesi, Cyriaque Bisengimana. Il a posé une question concernant l'Ouganda et puis d'autres concernant la plainte de la Belgique. En effet, s'il a suivi les informations ces derniers jours et s'il a suivi le message du Ministre des Affaires étrangères qui est à l'étranger, il a compris que nous n'avons pas peur de dire que les problèmes que nous avons sont causés par l'Ouganda. Selon le Maître Edouard Karemera, accuser ne consiste pas seulement à traduire en justice, c'est également chercher les preuves. Maintenant, nous disons que les problèmes que nous avons sont causés par l'Ouganda, certaines

preuves que nous donnons sont par exemple ces véhicules et ces militaires qui ont été capturés au front. Nous sommes en train de chercher d'autres preuves.

Concernant la question de la Belgique euh... les gens...les gens aiment faire la diplomatie sournoise afin de rester en bonne relation avec tout le monde alors qu'ils ne nous servent à rien. Vous entendrez les gens dire qu'ils le font dans le souci du bon voisinage alors qu'ils nous attaquent. Nous voulons que les Belges nous respectent, nous les respecterons à notre tour. Ils doivent savoir qu'ils ne peuvent pas nous mépriser. Ces gens-là qui pensent que la politique n'évolue pas et qui continuent d'appliquer une vieille politique basée sur la peur se trompent. Même si c'est un pays comme la Belgique, nous voulons qu'ils nous respectent. Lorsque nous disons que les Belges sont impliqués dans l'assassinat du Président de la République, nous avons raison. Ils en ont une responsabilité. Ils étaient chargés de veiller à la sécurité de l'aéroport. Il y a donc eu ce qu'on appelle négligence. Même s'ils ne sont pas auteurs de sa mort, il est clair qu'ils n'ont rien fait pour qu'il ne meure pas. Pourquoi ? Car ils étaient chargés de surveiller ceux qui voulaient le tuer. Ils étaient chargés de garder l'aéroport. Qu'ils nous montrent ce qu'ils ont fait pour que ces malfaiteurs dont nous ignorons encore les noms et l'origine ne le tuent pas. Que les gens comprennent la plainte que nous formulons à l'endroit de la Belgique dans ces jours-ci, c'est pour leur demander de nous dire ce qu'ils ont fait pour que cet... cet accident d'avion n'ait pas lieu. Nous n'acceptons pas du tout ce qu'ils ont appelé "accident"... car nous, nous sommes convaincus que l'avion du Président de la République a été abattu. Mais, qui l'a abattu ? Où étaient-ils quand on abattait cet avion ? Qu'ont-ils fait jusqu'aujourd'hui ? Nous voulons que cette affaire-là soit clarifiée. Pourquoi nous empêchent-ils de porter plainte ? Pourquoi veulent-ils que nous laissions tomber cette accusation ? Qu'ils nous laissent porter plainte et qu'ils nous démentissent ... qu'ils montrent ce qu'ils ont fait. Sinon, nous ne pouvons pas accepter qu'ils nous baïllonnent. Ils devront rendre compte de ce qu'ils ont fait. Ils devront nous dire où ils étaient. Cet aéroport date des années et des années. C'est la première fois qu'un avion y est abattu depuis qu'ils sont venus le garder. Comment peuvent-ils l'expliquer ? Personne n'avait jamais été abattu avant, lorsqu'il était gardé par peu de gendarmes beaucoup de chefs d'états y ont atterri, que s'est-il passé dernièrement ? Que voulaient-ils quand ils se précipitaient pour dire qu'ils voulaient garder cet aéroport, qu'ils voulaient garder la ville de Kigali, quelle était leur intention ? Pourquoi se sont-ils précipités pour rentrer directement après l'accident d'avion ? Pourquoi ? Pourquoi ont-ils pris le devant en disant : " Nous nous en allons, nous nous en allons, nous nous en allons ? " Est-ce que c'était pour dire que leur mission était accomplie ? Ils doivent expliquer tout cela, au lieu de nous terroriser en nous ordonnant de lever l'accusation sous prétexte qu'ils vont stopper leur aide, qu'ils la stoppent, nous serons aidés par les autres... qu'ils résolvent les problèmes qui nous opposent à eux. (Applaudissements).

Il est clair que nous n'avons pas peur, nous ne nous soucions pas de dire que la Belgique nous a utilisé... donnez-nous des explications. Quant à eux, ils disent que si vous... vous devriez rédiger une lettre... que le gouvernement devrait publier un communiqué en disant que la Belgique ne vous a fait aucun mal, qu'elle n'a pas tué votre Président de la République. Nous, nous leur disons que quoi qu'il en soit, nous allons continuer à dire

qu'ils sont impliqués dans l'assassinat de notre Président. La Belgique continue à demander le retrait de cette accusation et que c'est suite à cette condition que nous nous entendrons ; sinon ça serait une façon de chercher des querelles, dit-elle. Nous leur avons dit que nous ne cherchons pas de querelles, mais plutôt que nous cherchons la réponse à notre lettre que nous leur avons écrite. Ils nous demandaient de laisser tomber l'accusation et nous leur avons répondu que nous les accusons et que nous ne pouvons plus laisser tomber la question, en ajoutant que cette accusation restera valable jusqu'au moment où ils auront donné des explications. Sinon, ils ne peuvent pas nous forcer de faire ce que nous ne voulons pas.

Il en est de même pour Dallaire et Booh Booh, je pense que c'est la même chose, nous acceptons que nous avons besoin de cette armée, mais si nous en avons besoin cela ne signifie pas que nous ne pouvons pas les critiquer une fois que nous trouvons qu'ils nous lèsent, et nous leur avons dit ça. Nous avons rédigé ce qu'on appelle en diplomatie "note verbale" à l'intention de cette force de l'ONU déployée au Rwanda, nous leur avons donné des preuves montrant qu'ils penchent pour le FPR. En bref, je voudrais vous parler de deux points car je vois que le temps file, nous leur avons dit que nous avons des preuves attestant que leur véhicule portant les écriteaux de leur organisation avait tiré sur les forces armées rwandaises. Comment expliquez-vous ces choses-là ? Ils nous ont répondu : "Nous connaissons ce véhicule, mais il avait été volé par des malfaiteurs inconnus de telle façon que nous ne pouvions pas vous dire celui qui a tiré sur vous." Voilà la réponse qu'il nous ont donné, quiconque comprendrait que cette réponse n'est pas convainquante. Quand on vole quelqu'un, il crie au secours et les gens apprennent qu'il a été victime d'un vol et peuvent procéder à la recherche du voleur. Il ne suffit pas de dire seulement qu'ils ne connaissent pas les malfaiteurs qui l'ont volé, ne connaissent-ils pas ceux qui tiraient sur nous ? Pourquoi n'avaient-ils pas dit que ce véhicule avait été volé auparavant ?

Nous leur avons dit : " Nous avons des preuves qui montrent que vos troupes étaient présentes quand les combattants du FPR étaient en train de tuer notre population à Remera, c'est d'ailleurs là où le Préfet de Ruhengeri, feu Bariyanga est mort." Nous avons des preuves que ,lors de l'assassinat de ces gens par le FPR, vous étiez présents, et puis vous n'avez rien fait alors que certaines de vos attributions reviennent à aider ceux qui souffrent d'injustice et assurer la sécurité. Ils nous ont dit que cela s'était réellement passé ainsi, mais qu'ils n'avaient pas de force pour combattre ces gens-là, ces Inkotanyi qui tuaient la population. Ils ont dit qu'ils ont entassé les cadavres, ça ils nous l'ont dit. Ce sont des exemples que je vous donne pour vous montrer que nous suivons tout. Même si les réponses qu'ils nous donnent ne tiennent pas on remarque qu'eux aussi en sont honteux. Dernièrement, ils nous ont écrit en nous mettant en garde car, disaient-ils, les Rwandais qui étaient en mission les accusaient de pencher vers le FPR, ils nous ont dit que nous venons d'oublier comment ils sont morts au Rwanda alors qu'ils sont venus nous chercher la paix. Nous n'avons pas encore répondu à cette lettre mais nous l'avons. Ils nous mettaient en garde car ils disaient que les délégués du gouvernement, en mission à l'étranger, racontaient partout que les troupes belges de la MINUAR se penchent vers le côté du FPR. Ils ont dit que nous avons oublié que quelques casques bleus sont morts ici

alors qu'ils étaient venus nous chercher la sécurité. Ici on peut se demander quelle est la sécurité qu'ils nous ont amené.

Nous devons respecter le deuil, car notre Président est mort, le gouvernement voudrait que ce deuil soit observé. Le gouvernement voudrait que le père de la nation soit inhumé avec tous les honneurs qui lui sont dus, mais nous ne voudrions pas que le FPR en profite pour nous bombarder comme il bombarde actuellement la ville, la ville de Kigali dans ces jours-ci. Alors, nous avons tout prévu pour que s'il s'avérait nécessaire, nous puissions même attendre deux ans pour que notre père de la nation soit inhumé avec tous les honneurs qui lui sont dus. C'est ce que nous avons pu faire ces derniers jours, nous attendons que la paix revienne pour que la population assiste à cette cérémonie, les Chefs d'Etats des autres pays viendront comme ils viennent d'habitude, mais il faudra que cette cérémonie se passe dans le calme, sans cafouillage, sans coup de feu, sans Katiyusha derrière nous. Ça c'est à retenir comme tel.

De plus, je voudrais remercier le Ministre de l'information. Je pense que c'est lui qui va prendre la parole. Alors, la parole est ... ah... au Ministre de l'information et Président du MDR au niveau de la préfecture pour qu'il dise quelque chose concernant cette première question, mais peut être cédera-t-il la parole au Secrétaire national du MDR pour qu'il dise quelque chose à propos de la façon dont il vient d'être remercié et à propos de cette question qu'on lui a posée sur la nécessité des discussions portant sur l'attitude de la communauté internationale envers le problème rwandais.

ORATEUR DONAT MUREGO, SECRETAIRE NATIONAL DU PARTI MDR :

Je vous remercie. Le Docteur Hitimana a posé une question comprenant deux sous-questions :

Fin de la face A

FACE B

ORATEUR, Donat Murego :

... de chercher les adhérents. Deuxièmement, il souhaite que le MDR donne des instructions, un message compréhensible à ses membres. Je voudrais lui rappeler les mots qu'il a prononcés et je lui demande aussi de les retenir :

Concernant les partis, ceci n'est pas le moment de recruter les membres. Le pays est plongé dans le désastre, nous devons travailler en cohésion, qu'aucun parti ne pense qu'il se bat plus que les autres. Je voudrais ajouter qu'on va trier maintenant les jeunes gens qui devront rejoindre l'armée nationale, qu'on ne considère pas les partis auxquels ils appartiennent, que soit considéré l'intérêt de la nation. Maintenant, ce n'est vraiment pas le moment de chercher les membres. Je trouve qu'il n'est pas le moment de tenir des meetings non plus. S'il en était ainsi, les gens continueraient à se parler en l'air, ceux qui ne sont pas membres d'aucun parti ne se retrouveraient nulle part alors que nous savons que ce sont des Rwandais qui doivent servir et défendre ensemble leur pays. Le temps de recruter les membres viendra à un autre moment. A mon avis, un membre qui raisonne ainsi est en retard.

Il en est de même pour le message destiné au MDR. Le message donné dans cette période de guerre n'est pas un message adressé uniquement aux membres du MDR. Il concerne tous les Rwandais même s'il était donné par un membre d'un tel ou tel parti, ce Rwandais qui considère que la politique actuelle n'est plus cette haute politique. Vous connaissez où se trouve celui qui l'a jouée (Ceux qui l'écoutent rient et applaudissent). Nous, nous voulons faire une politique populaire, basée sur la population qui veut que leur pays sorte de ce malheur. Que ce message soit donné par le MRND, le PSD, le MDR, le PL, le PDC ou par les autres partis qui reconnaissent les principes fondamentaux de la République et de la démocratie, il doit être accepté au sein du MDR, car c'est un message destiné aux Rwandais qui aiment leur pays. Il ne faut, donc, pas attendre d'autres qui pensent comme toi que le MDR donnera un message particulier ; nous, nous parlons publiquement, nous exprimons une idée au nom du parti, que ceux qui l'acceptent l'acceptent. Ceux qui ne l'acceptent pas jouent encore cette haute politique, nous leur demandons d'aller se reposer.

ORATEUR NON IDENTIFIE :

Oh ! oh ! oh !

ORATEUR Donat Murego :

Je prie le Président du parti MDR d'ici à Kibuye de me compléter.

Orateur Eliézer NIYITEGEKA, Président du parti MDR dans la préfecture de Kibuye :

Je vous remercie... Docteur Murego, je voudrais dire à ceux qui sont ici que... Docteur Murego est un homme qui a l'habitude d'écrire ce qu'il dit, ce qu'il va dire. Souvent, il prépare par écrit ce qu'il va dire, et il avait même préparé par écrit ce qu'il vient de dire ici. Je pense que... euh... si le Docteur Hitimana le lui demandait, le Docteur Murego lui passerait le papier de ce que je vais lire pour qu'il en fasse une copie. Ainsi, les instructions dont il a besoin... par ailleurs, il n'est pas nécessaire que les instructions soient écrites, même si vous les écoutez, même si elles sont données verbalement... est-ce

que vous n'avez pas compris les instructions que le Premier Ministre vous a donné ici même s'il ne vous les a pas donné sous forme écrite ? Ça serait dommage.

Voici ce que le Docteur Murego vient de dire, dans un instant, lorsqu'on lui avait accordé la parole euh... en tant que Président du parti MDR. Il a dit : " Le FPR n'aura plus un porte parole dans l'administration rwandaise basée sur les principes de la République et de la démocratie comme il vous l'a dit." Il continue en disant : " Les politiciens inactifs disposent encore du temps de montrer qu'ils ont choisi, personne ne sera autorisé de jouir des avantages pour lesquels il n'a pas travaillé." Je pense que le Docteur Hitimana comprend, personne ne sera autorisé de récolter là où il n'a pas semé. (rires). Il y a deux parties. Comme le Docteur l'a dit lui-même ici, effectivement, il y a deux parties dans cette politique. Il y en a qui sont convaincus et qui représentent la population. C'est la première partie. Il y a le FPR et ses militants. Il faut choisir. Celui qui a choisi de devenir membre du M.D.R. et d'être son militant a choisi à respecter morducus ses principes. Il a accepté de respecter ses principes et de ne pas servir deux maîtres à la fois. Le M.D.R. n'aime pas l'hypocrisie. Je pense que le militant du M.D.R. et les militants des autres partis vont communiquer ce message qu'ils viennent d'entendre aux autres... si c'est un militant du M.D.R., il va communiquer ce message à un autre membre du M.D.R.. Si un militant du M.R.N.D., du PSD ou du PDC voit le militant du MDR en train de dévier, il doit lui dire que le message donné ici n'était pas celui-là. Ainsi, le chemin est clair. Si vous voulez que je vous dise la vérité, il y a des membres qui ont dévié au sein du MDR. C'est ce que le Docteur Murego a voulu dire. Il y a même des membres qui servent encore deux maîtres à la fois. Il s'est adressé à eux aussi. Ce qui est bien est que celui qui a dévié, celui qui a dévié, a effectivement dévié. Il faut écouter l'endroit à partir duquel Twagiramungu s'exprime. Celui-là a dévié, nous ne sommes plus avec lui. Il est devenu un véritable Inkotanyi. D'autres comme lui existent. Des mesures ont été prises, les uns ont été exclus du parti tandis que les autres ont été sanctionnés par le parti. Je pense que vous, en tant que membre du parti, vous êtes au courant de mesures prises à l'encontre des membres qui ont dévié. Il a dit ceci aux membres qui ont un pied dans le parti et un autre pied dehors : " Il y a deux choses, il y a deux parties, choisissez, à bon entendeur salut." (Rires).

Concernant le point soulevé par Bisengimana, euh... il remercie la Radio Rwanda, la façon dont elle fonctionne dans ces jours-ci, je le remercie aussi, car il l'a surtout compris, il a compris qu'il y a eu un changement. Nous continuerons à tout faire pour que la Radio Rwanda puisse satisfaire ses auditeurs davantage, au lieu d'être la voix des adeptes du ... euh... FPR comme avant. Je pense que nous allons collaborer avec les dirigeants de l'ORINFOR euh ...et concernant ce problème relatif aux gens dont les radios n'ont pas la chaîne FM, nous solliciterons l'assistance des autorités, l'assistance du gouvernement et quand la guerre cessera nous remplacerons le matériel qui a été endommagé euh..., pour que ceux qui écoutent la radio dans la bande du FM et ceux qui captent la radio dans la bande de SW puissent la capter encore. Je vous remercie encore une fois pour avoir compris qu'il y a eu un changement Je vous promets que nous continuerons de faire notre possible pour que les émissions plaisent davantage aux auditeurs de Radio Rwanda, plaisent davantage les Rwandais et tout le Rwanda.

Concernant les... (applaudissements) concernant les nouvelles de la guerre, concernant les nouvelles de l'extérieur, je vais vous dire la vérité. Les agents de la Radio Rwanda actuellement euh... ne constituent que la moitié de ceux qui étaient là bien avant. Cela est dû au fait que les uns habitaient les endroits où la guerre sévit toujours, et de ce fait, ils n'ont pas moyen de se déplacer, car quand certains entendent un coup de feu ils fuient, d'autres fuient à cause peut être d'autres raisons. Toutefois, vous avez entendu le communiqué du Directeur de l'ORINFOR selon lequel il appelait tous les agents de la radio de regagner vite le service. Comme je l'ai dit ailleurs, nous devons commencer à travailler pour que nous sachions les travailleurs qui manquent. Nous devons connaître les travailleurs qui manquent et les remplacer. Il n'est pas facile de remplacer un agent de la radio qui venait de faire 4 ou 5 ans au service, car vous devez former son remplaçant pendant autant d'années. Mais nous essayerons, nous ne perdrons pas courage et puis... ces nouvelles... il y a très peu d'agents. Nous leur demanderons d'améliorer ces nouvelles internationales et celles relatives aux combats et de les transmettre aux Rwandais d'une façon convenable. Je vous remercie. (Applaudissements).

ORATEUR Hyacinthe, journaliste de RADIO RWANDA :

Après cette parole, le Bourgmestre de Bwakira qui représentait les autres bourgmestres a pris la parole, en s'adressant au Premier Ministre et à la population de Kibuye.

BOURGMESTRE DE LA COMMUNE DE BWAKIRA :

Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres, Monsieur le Secrétaire Député, Messieurs les représentants des partis politiques qui composent le gouvernement, au nom de la population de Kibuye, mes frères, encore une fois... je vous remercie Monsieur le Premier Ministre de la réunion fort enrichissante que vous venez de diriger. Nous vous remercions des explications et des idées constructives que vous venez de donner, nous les soutenons nous tous. Nous vous remercions infiniment, Monsieur le Premier Ministre pour la grande décision que vous avez prise quand les partis qui composent le gouvernement vous ont demandé de diriger le gouvernement. C'est une grande décision, une grande décision qui va de pair avec les temps difficiles que nous vivons. C'est dans les temps difficiles que les vaillants se font remarquer. Nous voudrions vous faire connaître que vous avez été courageux, Monsieur le Premier Ministre, d'accepter de diriger ce gouvernement dans ces temps difficiles que nous traversons. Nous, la population de Kibuye ici présente ainsi que d'autres que nous représentons dans cette réunion vous assurons notre indéfectible soutien et je voudrais que mes frères ici vous le montrent. (Applaudissements). Monsieur le Premier Ministre, nous soutenons également le gouvernement que vous dirigez. Nous soutenons les objectifs difficiles que ce gouvernement s'est assigné. Nous connaissons les problèmes de notre pays, ils sont épineux. Vous vous êtes résolu de faire sortir le Rwanda de cet impasse ; la population de la préfecture de Kibuye est derrière vous. Nous sommes décidés à vous aider pour que vraiment ce gouvernement atteigne les objectifs qu'il s'est assigné, nous vous donnons nos coeurs, nous vous offrons nos bras, utilisez-les pour bâtir le Rwanda, pour qu'il sorte

de cette guerre.. C'est ce que nous souhaitons et nous soutenons ce gouvernement. (Applaudissements).

La guerre que nous menons ne peut prendre fin que si nous nous unissons. Les exemples que vous nous avez donnés montrent que vous souhaitez que cette guerre cesse. C'est suite à notre unité que nous vaincrons cette guerre. Nous vous remercions également, Monsieur le Premier Ministre avec le gouvernement que vous dirigez car vous avez estimé que tout Rwandais partout où il est doit devenir défenseur (*umutabazi*) afin que nous puissions gagner cette guerre. Ce gouvernement porte le même nom (*le gouvernement Abatabazi*). Pour devenir un véritable "umutabazi", il doit réellement défendre son pays. C'est une idée que nous faisons la nôtre et que nous tous, la population de Kibuye soutenons. Et comme vous vous êtes résolu de la répandre dans tout le Rwanda, nous vous demandons de le faire vite car c'est une idée géniale qui peut nous aider à gagner cette guerre. Vous l'avez conçu vous-mêmes, nous vous demandons, donc, de donner à la population les moyens de se défendre, nous vous demandons d'aider le plus vite possible les gens de Kibuye qui le veulent, et à qui cela tient au coeur. En venant ici, vous avez vu comment les gens de Kibuye s'attellent à assurer leur sécurité. Mais, en l'assurant nous rencontrons certains problèmes ; nous vous remercions d'avoir eu l'idée de nous sensibiliser et de nous procurer les moyens de trouver les solutions à quelques problèmes que nous avons en matière de sécurité.. Pour le reste, nous devons le dire aux gens que nous dirigeons afin qu'ils se préparent à assurer la sécurité de Kibuye pour que l'ennemi ne s'y infiltre pas.

Autre chose... Monsieur le Premier Ministre, nous vous demandons à vous et à votre gouvernement... nous espérons que nous remporterons la victoire. Nous gagnerons cette guerre car nous sommes tous ensemble. Malgré que le FPR est rusé, il ne...(interruption). Comme certains l'avaient dit, si nous nous étions unis bien avant, cette guerre n'aurait pas dépassé la frontière de l'Ouganda. Mais, nous espérons que l'unité que vous avez inculqué en nous nous aidera à vaincre. Nous vous assurons que nous vous suivrons et nous espérons que même après cette guerre, vous serez toujours confié la direction de ce gouvernement. Comme quelqu'un l'avait dit, Kibuye avait beaucoup de projets mais ils ont été stoppés par la guerre. Monsieur le Premier Ministre, nous vous prions qu'à la fin de la guerre vous puissiez vous rappeler de la préfecture de Kibuye et l'aider pour que ces projets puissent être relancés. (Applaudissements).

En bref, nous vous remercions ; et nous sommes à vos côtés, nous sommes derrière vous. Utilisez nos coeurs et nos bras pour faire sortir le Rwanda de la guerre. Je vous remercie.

ORATEUR Hyacinthe BICAMUMPAKA :

Chers amis, telles sont les bonnes idées contenues dans le message de paix transmis pour que l'on continue à assurer la sécurité dans la préfecture de Kibuye et dans tout le Rwanda. Quand il sera possible, nous continuerons à vous faire parvenir les autres idées relatives à cette sécurité, celles-ci émanent de la population des autres préfectures. Je vous remercie de nous avoir prêté les oreilles et passez une bonne nuit.

K0183700

(Musique)

Partie vide

Fin de la face B